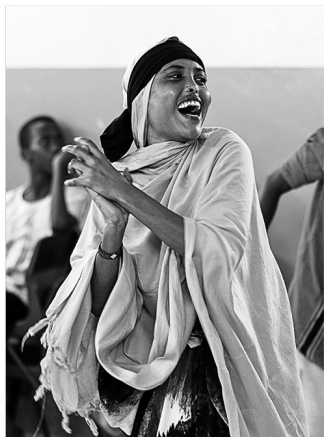




ENSEMBLE

Témoignages de 50 ans de partenariat durable





Cinquante ans d'identification de projets, de négociation de conventions, d'assistance technique et, en fin de compte, de soutien financier ; cinquante ans, ce n'est pas rien. Le bureau de l'Agence française de développement (AFD) à Djibouti, ouvert en 1974, est l'un des plus anciens au monde. La relation historique entre les deux pays a permis la réalisation de projets d'envergure. Qu'il s'agisse de la construction de points de regroupement des déchets à Balbala ou de l'accompagnement du premier cabinet de pédiatrie libérale, l'impact de ces initiatives est encore visible aujourd'hui.

Pour célébrer cet anniversaire symbolique, l'équipe de l'agence a organisé une exposition illustrant, à travers le regard des acteurs impliqués, une mosaïque de projets réalisés et en cours, en ville et dans le pays, depuis 1963. Les images et les témoignages retracent la construction d'un partenariat au fil du temps. Passé, présent et futur se mêlent pour former un tableau global de l'action française dans ce pays de la Corne de l'Afrique.

En étroite collaboration avec le gouvernement et les acteurs locaux, l'AFD accompagne Djibouti dans la réalisation de sa vision 2035, centrée sur l'unité nationale, la bonne gouvernance, le progrès social et l'amélioration des conditions de vie, ainsi que l'accélération de l'économie vers une croissance de 8% à 10% et l'intégration régionale. Parmi les programmes qui y contribuent, on trouve le

désenclavement et l'équipement de quartiers précaires, l'amélioration du réseau des eaux usées, le raccordement à plusieurs câbles sous-marins intercontinentaux de trafic internet, le renforcement du capital humain par des actions dans les domaines de l'éducation et de la santé, ainsi que l'encouragement des activités portuaires.

De la jeune femme tout juste formée à la déclaration en douane à son Excellence le Premier ministre Abdoukader Kamil Mohamed, nous sommes partis à la rencontre des instigateurs, des maîtres d'œuvre et des bénéficiaires des projets que nous avons financés, pour qu'ils partagent leurs histoires et leur perception du soutien de l'AFD au cours des 50 dernières années. Ce voyage nous a menés à la Cité du Stade, à l'hôpital Peltier, à l'Université de Djibouti, ainsi que sur les collines de PK12 et de l'autre côté du Grand Bara, à Dikhil.

Il en ressort que, au-delà d'encourager la structuration des services de l'État et la professionnalisation de certains secteurs, les projets ont bénéficié directement à la population djiboutienne, que ce soit en matière d'accès à l'eau, à la santé, à l'électricité ou à l'éducation. Cette aventure commune est ponctuée de grands sourires, de lieux animés et d'étudiants pleins d'espoir, mais aussi de défis à relever et de chantiers à inaugurer.

Photos : La Neuvième

ENSEMBLE



Mot de la directrice

Hélène Vidon, directrice de l'AFD à Djibouti

« Nous sommes ravis de vous accueillir pour célébrer ensemble les 50 ans de réalisations à Djibouti. L'exposition "Ensemble: témoignages de 50 ans de partenariat durable", inaugurée ce 8 juillet, est l'occasion de faire une pause et de dresser le bilan de tout ce qui a été accompli, de toute l'histoire que nous avons en commun. Les projets que nous avons menés ne sont pas seulement les nôtres, mais ils appartiennent avant tout aux institutions qui sont nos partenaires. Aujourd'hui, nous ne célébrons pas seulement notre anniversaire, mais aussi cette collaboration fructueuse.

Les témoignages émouvants que nous avons recueillis montrent que les réalisations de l'AFD, même anciennes, sont encore bien présentes dans l'esprit des gens, laissant une trace durable de nos interventions. C'est une preuve rassurante de la qualité de notre travail.

Lorsque nous avons commencé à préparer les célébrations des 50 ans, nous avons été frappés par la diversité des projets réalisés. Au sein de la direction régionale d'Afrique de l'Est, l'agence de Djibouti possède un portefeuille particulièrement

varié, en particulier dans les secteurs sociaux tels que l'éducation, la santé et la gouvernance. En dépit de cette diversité, les sujets se complètent et se recoupent, rendant notre travail ici particulièrement enrichissant.

Nous nous efforçons de toujours garder les objectifs de développement durable ainsi que les stratégies nationales de Djibouti comme boussole, un marqueur essentiel. Bien que tous les projets ne puissent pas répondre à tous les objectifs, la diversité des secteurs d'intervention permet de répondre à la plupart d'entre eux.

Nous mettons également au centre de notre action le dialogue et l'écoute de nos partenaires, des autorités du pays, des bénéficiaires et de tous les acteurs concernés. Pour cette exposition, nous avons souhaité donner la parole à ces acteurs et retracer ensemble ces 50 ans d'histoire commune.

Je vous souhaite un excellent voyage à la découverte de celles et ceux qui incarnent l'essence même de notre engagement. Puisse cette visite vous inspirer et vous donner envie de poursuivre à nos côtés dans cette voie. Bonne exploration ! »

ENSEMBLE



Au fil des forages : la révolution de l'eau potable

S.E. Abdoukader Kamil Mohamed, Premier ministre de Djibouti



« C'est avec ce forage-là qu'a commencé l'alimentation des quartiers à l'ouest de Balbala en eau potable », explique le Premier ministre de Djibouti, Abdoukader Kamil Mohamed. Avant de devenir Ministre de l'Agriculture en 2005, il était Directeur de l'ONED et a supervisé en 1998 le chantier de ce premier forage de PK20, soutenu par un prêt de l'AFD. Dans le pays au climat semi-aride, l'accès à l'eau a toujours été une question critique et le projet a permis l'approvisionnement de plus de 10 000 habitants, grâce à des robinets communaux, dans les quartiers du PK12 jusqu'à Hayableh. Pour le Premier ministre, assis dans le salon beige et gris clair de son bureau, le principal avantage a été la juste baisse du prix de l'eau de 500 Fdj (2,5 euros) avec les camions-citernes à 65 Fdj/ m³ (33 centimes d'euro).

« Avant, les habitants étaient obligés de prendre un fût de 200L d'eau. Ils le gardaient 2 ou 3 jours avant de le re-remplir alors qu'après les forages, ils avaient de l'eau qui coule à flots »,

dit M. Abdoukader Kamil Mohamed en se souvenant de l'enthousiasme des usagers.

Les forages ne sont restés actifs que deux ans mais l'AFD, en tant que partenaire historique de Djibouti dans le secteur de l'eau, a aidé la mise en place de constructions d'une autre ampleur. Les deux premières stations de pompage d'Ambouli, inaugurées en 1984 et en 2001 à l'initiative de l'ancien directeur de l'ONED, en font partie. Cette unité centrale représente aujourd'hui la principale source d'approvisionnement du pays, à hauteur de 53% des 43 829 m³ produits quotidiennement. L'approvisionnement est complété par un aqueduc qui transporte 18 000 m³ par jour depuis 2017 et une usine de dessalement à l'origine de 20 500 m³ d'eau potable depuis 2021, tous deux en cours d'extension. Pour le Premier ministre, cette dernière technologie représente le seul moyen pour le pays d'être indépendant et d'avoir une eau de meilleure qualité en grande quantité.





Cité stade : un urbanisme innovant

Ali Abdallah Aref, habitant de la Cité du Stade



Des dizaines et des dizaines de blocs de maisons aux toits en forme de dômes, deux barres d'immeubles et les infrastructures publiques au milieu des habitations rendent les photos d'archive facilement reconnaissables. La Cité du Stade, construite en 1963 sur un terrain vague, a très peu changé si ce n'est que ses alentours sont densément peuplés dorénavant. Pensée pour combattre la chaleur, son architecture particulière la distingue des autres quartiers de Djibouti : surélevée de deux mètres, orientée en direction de la mer et ses toits de béton rehaussés d'une couche de tôle, permettent de capter la brise marine et de refroidir les bâtiments. Monsieur Ali Abdallah Aref vit ici depuis plus de 30 ans.

« À l'arrivée de M. l'Her en 1958, il a commencé par faire ses preuves en matière d'urbanisme. Il a d'abord construit 25 logements au Quartier 5. Le deuxième projet c'était la Cité du Stade, avec 473 logements, des studios, des F2 et des F3. C'était des logements sociaux, mais avec une architecture spéciale, c'est vraiment formidable. » M. Ali Abdallah Aref vit toujours dans la maison-vitrine du quartier, qui dispose d'un très grand

salon qui n'avait pas manqué d'impressionner à l'époque les autorités venues admirer l'investissement de l'ancêtre de l'AFD, la Caisse centrale de coopération économique. Le retraité de 65 ans vivait auparavant à Engueila et il a apprécié de vivre et voir grandir ses cinq enfants dans ce quartier.

« Quand je suis venu m'installer, c'était une belle maison avec un beau salon et puis très central. Je travaillais à l'aéroport pas très loin, je pouvais aller à la plage, au centre-ville ou amener les enfants à l'école », raconte l'ancien inspecteur des douanes. Avec les habitations, ont été construits une école primaire, le dispensaire Ibrahim Balala, une maison des jeunes avec un grand terrain de basket et un jardin public en partie réduit aujourd'hui. *« C'était des maisons au statut un peu particulier car en location-vente, c'est-à-dire que l'accès à la propriété était favorisé au bout de plusieurs années pour les ménages à plus faibles revenus. »* Malgré deux HLM qui ont été détruits et les canalisations d'assainissement qui se font vieilles - mais qui seront réhabilitées par un futur projet-, le quartier calme reste en bon état et offre son charme intemporel à la ville de Djibouti.



De l'ombre à la lumière : l'histoire de l'électrification à Dikhil

Djama Ali Guelleh, directeur de l'entreprise publique Electricité De Djibouti (EDD)

« Partout où un réseau d'électrification est réalisé, les conditions de vie de la population changent complètement », s'enthousiasme Djama Ali Guelleh, directeur de l'entreprise publique Electricité De Djibouti (EDD). En 1983, alors jeune ingénieur fraîchement diplômé, il est chargé d'un projet d'électrification de la zone de Dikhil et Ali Sabieh, deux localités situées dans le sud du pays, soutenu par un prêt de l'AFD. Le gouvernement travaille alors à l'installation et la mise à niveau des infrastructures électriques coloniales à travers le pays, après la décision de 1979 de confier à Electricité de Djibouti la production et la distribution de l'électricité dans les régions.

Trois projets d'ampleur sont alors lancés : la construction en 1986 d'une centrale thermique à Dikhil et une ligne d'interconnexion de 46km entre Dikhil, Mouloud et Ali-Sabieh; la construction d'une centrale thermique à Tadjourah en 1980, et enfin le renforcement de l'ancienne centrale thermique d'Obock.

Ces structures répondaient au besoin croissant en électricité de ces régions où les centrales thermiques vétustes héritées de la période coloniale ne fonctionnaient quelques heures pendant la nuit. D'ailleurs, dès la mise en service de ces nouvelles centrales, le nombre de personnes raccordées a été multiplié par cinq au cours des trois années suivantes. Le projet a aussi vu la reconstruction de l'ensemble du

réseau de distribution avec le renouvellement des compteurs, disjoncteurs et câbles de connexion des ménages.

Depuis, une ligne d'interconnexion a été établie avec l'Ethiopie, permettant de couvrir les besoins de la région. Mais la centrale de Dikhil est toujours active, et assure le secours en cas de défaut sur la ligne entre Ali-Sabieh et Dikhil et ce, afin d'assurer l'obligation de continuité de service de l'EDD.

M. Djama se souvient : « *La dernière fois que nous avons eu des difficultés, c'était pendant la crue de l'oued d'Ali Sabieh il y a trois ans. Il y a eu des pluies torrentielles pendant une semaine, l'oued est sorti de son lit. La ligne se trouvait à 25 mètres, mais l'eau a emporté toute la terre et le poteau avec. L'équipe de la centrale de Dikhil a tout de suite démarré les groupes et ensuite, ils ont cherché quel était le problème.* » En démonstration, les techniciens enclenchent deux ou trois boutons, réalisent quelques ajustements et en dix minutes, la machine ronfle et commence à abonder le réseau électrique de Dikhil et de Mouloud. L'unité emploie 30 personnes mais les groupes diesel de 1984 se font vétustes et, avec l'aide d'autres machines plus récentes, ne produisent plus que 1,5 mégawattheure.

Comme à Ali Sabieh, il est prévu de remplacer d'ici 2025 les groupes de Dikhil par quatre groupes de 2 MW chacun et ce, afin d'accompagner la croissance de la région Sud.





La santé dès le plus jeune âge

Dr Emma Acina, pédiatre à Djibouti



Quelques années après être arrivée à Djibouti, la docteure Emma Acina a pu bénéficier, en 1994, d'un financement de l'AFD.

Elle ouvre alors le premier cabinet pédiatrique libéral de Djibouti. Il a facilité l'accès aux soins en ville, dans un contexte de forte prévalence des diarrhées, poussées de paludisme et choléra, avec 131 décès pour 1000 enfants de moins de cinq ans en 1990.

« Je me rappelle des premiers jours de mon installation. Une amie qui venait d'ouvrir son cabinet en France m'avait conseillé de me mettre à la lecture en attendant les premiers clients. Je suis donc venue avec mon livre ; je ne l'ai jamais ouvert. Énormément de personnes sont passées dès le début, plus pour me dire bonne chance et prendre des nouvelles que pour une consultation. Beaucoup de clients m'ont suivi depuis l'hôpital et certains passaient juste pour me donner un coup de pouce. C'est quand j'ai déménagé que j'ai retrouvé le Mary Higgins Clark dans mon tiroir », raconte Dr. Acina, la voix pleine de reconnaissance.

À l'époque, elle vient de quitter à regret l'hôpital public et le coup de pouce de l'AFD lui a permis de poser sa plaque sereinement rue Marchand et d'acheter les meubles de son cabinet, avec lesquels elle pratique encore aujourd'hui. Son entreprise a bien grandi au fil des années et elle collabore maintenant avec un orthophoniste, un psychologue, un psychomotricien, des infirmiers et un cabinet de vaccination au sein de sa structure. La pédiatre, toujours énergique du haut de ses 67 ans, est également devenue une figure clé de la lutte contre le VIH à Djibouti. Impliquée dès les débuts de l'épidémie et notamment à travers l'association Solidarité Féminine qui soutient les femmes séropositives et leurs enfants depuis 1994, son combat a été salué par le prix international Sidaction en 2012 et elle en tire sa plus grande fierté : *« J'en suis à la deuxième génération d'enfants du VIH. C'est-à-dire que des enfants que j'ai vu porteurs du virus m'emmènent leurs enfants qui eux ne sont pas porteurs du virus. Ça donne quand même de l'espoir », s'exclame-t-elle avec enthousiasme.*



Cap sur la modernité : l'impact du remorqueur MBR sur le port de Djibouti

**Mohamed Moussa Abar, à la tête de la
Capitainerie du port depuis 1995**



Quand le Moussa Bouh Robleh est arrivé à Djibouti en 1999, le bateau dernier cri rutilait de technologie avec son propulseur Voith Schneider et ses manœuvres multidirectionnelles et flexibles. Le port ne disposait alors que de trois remorqueurs – ces navires qui accompagnent l'accostage des grands bateaux – d'une capacité individuelle de 1100 chevaux. Insuffisant d'après Mohamed Moussa Abar, dit Commandant Gaucher, à la tête de la Capitainerie du port depuis 1995 et qui anticipait son essor à l'international : *« À l'époque, le port de Djibouti était fait pour Djibouti. Puis les Éthiopiens ont commencé à l'utiliser pour l'exportation des produits agricoles comme le café, les haricots et le sésame. »*

« À l'époque, le port de Djibouti était fait pour Djibouti. Mais déjà quelques commerçants éthiopiens qui passaient avant par Assab et Massawa en Érythrée, commençaient à utiliser le port de Djibouti, surtout pour le café. Donc on a senti le trafic venir et on s'est dit qu'on avait besoin d'une capacité manœuvrière un peu plus puissante que celle des anciens remorqueurs. »

Financé par l'AFD, à moitié en subvention et à moitié en prêt, le Moussa Bouh Robleh (MBR) et ses 2500 chevaux ont grandement contribué au développement des capacités manœuvrières du port et à son importance économique. Il a notamment participé à la construction du port de Doraleh et à

l'accueil de nombreux grands pavillons, dont le célèbre porte-avions Charles-de-Gaulle lors de sa première visite en 2006. *« Je me rappelle de l'officier de manœuvre, c'était quelqu'un de phénoménal ce M. Héricourt. Il voulait être sûr que c'était possible de faire rentrer le porte-avion dans le port de Djibouti. Donc on a été au Héron, on a pris l'hélicoptère au large du golfe d'Aden et on est monté à bord. Avec un ordinateur, on a simulé le quai et les remorqueurs puis la manœuvre. Après cela, il était convaincu »,* décrit le capitaine Gaucher de sa voix grave et roulante comme les vagues.

Le déclenchement technologique de l'arrivée du MBR s'est poursuivi deux ans plus tard par la signature du contrat de construction de la plateforme pétrolière avec Dubaï et, au fil des années, le port de Djibouti n'a eu de cesse de s'agrandir et d'étendre ses activités. Classé troisième en Afrique et vingt-sixième au niveau mondial des ports les plus efficaces, il accueille maintenant 1850 bateaux par an et représente 25% du PIB. Aujourd'hui, le MBR est toujours en fonctionnement, mais plus à Djibouti. Le pays en a fait don en 2013 à la Somalie pour développer ses capacités maritimes. Le navire, construit sur les chantiers Socarenam de Boulogne-sur-Mer, dans le Nord de la France, avait à l'époque permis la formation de six membres d'équipage, qui ont pu à leur tour transmettre leurs savoirs à des marins somaliens.



La métamorphose du quartier de PK12

Roukiya Ahmed Aouled, cheffe de service en mobilisation sociale de l'Agence djiboutienne de développement social (ADDS)



Le PK12, ses milliers de toits de tôle, ses échoppes colorées et sa population fourmillante. Pourtant, cette profusion de vie n'a pas toujours été aussi importante et le quartier de l'Union, construit au tournant du millénaire à partir de rien pour absorber la population débordante des autres quartiers, a été délaissé à ses débuts. Environ 10 000 habitants y vivaient sans trop d'infrastructures ni d'activité économique, avec un chômage atteignant les 56% chez les plus de 30 ans et presque 100% chez les plus jeunes. Roukiya Ahmed Aouled, cheffe de service en mobilisation sociale de l'Agence djiboutienne de développement social (ADDS), se rappelle : *« Quand j'étais jeune, les gens disaient : "Ce sont les loups et les hyènes qui habitent là, pas les gens, il ne faut pas y aller". Maintenant, tout le monde habite là-bas. Il y a eu une grande évolution, les terrains étant moins chers qu'à Djibouti. »*

La quarantenaire paisible est arrivée à l'ADDS à seulement 21 ans, en juin 2006, pendant qu'était mis en œuvre un des premiers projets de développement urbain subventionnés par l'AFD dans le quartier. Elle encadrait un programme de formation professionnelle des jeunes déscolarisés et accompagnait les femmes analphabètes lors d'un atelier de couture, organisé par l'association al-Ahmoumda dans une salle du Centre de développement communautaire (CDC), sorti de terre grâce au projet. Outre les activités initiales telles que le soutien scolaire, les cours d'informatique, de danses

et de chants traditionnels, le centre propose désormais une gamme élargie de services incluant une bibliothèque, une salle audiovisuelle, ainsi que des projections de films et de bandes dessinées pour les 500 jeunes inscrits, offrant ainsi un espace d'activités alternatif à la rue. *« Le CDC a énormément fait changer le quartier de l'Union, où vivent les communautés Afars et Somalis. Cette structure a aidé à lier les communautés »,* raconte Roukiya Ahmed Aouled de sa voix posée.

Autour du CDC, le projet a permis la construction d'un ensemble d'infrastructures à l'impact considérable : un marché, un centre de santé, un poste de police, une antenne administrative, une gare routière et son restaurant, et surtout, la route de bitume qui relie le PK12 au centre-ville de Djibouti. En remplaçant la piste de terre, cette voie centrale a rendu accessible le quartier avec un seul bus, et non plus trois, tout en baissant le prix du trajet de 150 FDJ à 50 FDJ et a ainsi désenclavé le territoire. Des bâtiments en dur sont apparus de chaque côté tandis que le nouveau marché a créé une dynamique économique intéressante, là où il n'y avait que quelques étals de fruits et de légumes. Ce premier programme a par la suite attiré d'autres bailleurs internationaux et a enclenché le développement d'un lieu qui porte les espoirs du futur de Djibouti.



Sida à Djibouti : de la crise à l'espoir

Daher Osman Karieh, chargé de projet au sein de l'AFD



La flambée épidémique du sida, qui a fait 23 millions de victimes entre 1980 et 2009, représente une période sombre de l'histoire et n'a pas épargné Djibouti. Avec un taux de prévalence estimé à 3% de la population en 2000, le gouvernement djiboutien a sollicité l'appui de l'AFD, qui est intervenue en complément des actions du Fonds mondial, principal bailleur de fonds multilatéral dans la lutte contre le VIH/Sida, la tuberculose et le paludisme. De 2006 à 2011, l'agence a subventionné une approche globale de la lutte contre le VIH – le virus à l'origine du sida – en améliorant tous les échelons, du dépistage à la livraison anonyme des médicaments. L'une des réalisations saillantes a consisté en la création du service des maladies infectieuses au sein de l'hôpital général Peltier et son installation dans une annexe indépendante, initialement construite comme un hôpital de jour pour désengorger les services médicaux et améliorer l'accueil des patients.

Daher Osman Karieh, chargé du projet au sein de l'AFD depuis 2010, se souvient d'une infrastructure critique. « *L'image qui me reste en mémoire est celle du réfectoire du centre Paul Faure. Il y avait une grande cour et les femmes d'une association travaillaient pour préparer le repas aux patients de cet hôpital. Elles nous disaient : "Nous on travaille au soleil. On donne de notre temps et parfois de nos moyens pour faire en sorte que des repas soient toujours servis aux malades". Je trouve que construire le réfectoire, c'était la moindre des*

choses. Elles étaient très reconnaissantes et surtout contentes de travailler dans de meilleures conditions. » Le centre de pneumo-phtisiologie, aujourd'hui renommé d'après le docteur Chakib Saad Omar, représentait un levier d'action stratégique car 20% des tuberculeux souffraient également du VIH. Il a bénéficié d'une réhabilitation du bâtiment, du plombage de la salle de radiologie et de l'approvisionnement en équipements médicaux. Autre point crucial : la création du centre national de transfusion sanguine qui a permis d'assurer la sécurité du sang transféré et de répondre au mieux aux besoins.

Un sixième du financement a été dédié à la sensibilisation des chauffeurs routiers et des travailleuses du sexe dans les localités le long du corridor de transit de Djibouti à Galafi, à la frontière éthiopienne. L'éducation populaire est essentielle contre la barrière de la discrimination. « *Il y a une dame que je connaissais, mais je ne savais pas qu'elle était séropositive ! Quand on entend parler du VIH, on a l'impression que c'est abstrait mais quand ça touche une personne que tu connais, tu réalises. Cette femme-là était responsable du réseau des personnes vivant avec le VIH, structuré pendant le projet, et elle n'hésitait pas à participer à des émissions radio et de télévision. Elle a ouvert la voie, beaucoup de jeunes ont pris le relais par la suite* », raconte M. Karieh, la voix pleine d'admiration. La lutte contre le sida a engrangé une amélioration globale de la qualité des soins dans le pays et la prévalence de la maladie est descendue à 1,6% en 2014.



Lycée de PK12 : l'accès à l'éducation pour tous

Abdi Dirir, directeur général de l'Enseignement



Le quartier de Balbala est en pleine expansion depuis les années 1980, et qui dit augmentation démographique, dit augmentation des enfants à scolariser. Afin d'éviter les longs trajets et de réduire le prix du transport, qui pouvait aller jusqu'à 400 FDJ par jour, le ministère de l'Éducation Nationale a décidé de construire en 2006 un collège de proximité dans le sud de la zone, avec le soutien de l'AFD. L'établissement est devenu quatre ans plus tard le lycée de PK12. Il n'y avait qu'une seule école primaire dans le quartier à l'époque. Le collège le plus proche se trouvait à l'entrée de Balbala, tandis que les deux seuls lycées de Djibouti étaient situés à Ras Dika et à Balbala Nord, ce qui posait un défi en termes d'accessibilité pour les élèves.

Abdi Dirir, le directeur général de l'Enseignement et responsable de l'école primaire au moment du projet, affirme : *« Dès que c'était loin, les ménages qui n'avaient pas les moyens devaient faire un choix entre scolariser la fille ou le garçon. Comme il y avait des tâches ménagères et des corvées d'eau, les parents pouvaient les prioriser, donc quelques fois, même si l'enfant était admise au lycée, elle devait rester à la maison. Alors le lycée de PK12 a permis la rétention de la scolarisation des filles. »* L'école obligatoire comme principe, à l'opposé

du système éducatif élitiste précédemment en place, a été entériné pendant les États généraux de 1999. S'en est suivie une vague de construction d'écoles primaires à partir de 2001, puis de collèges et lycées au fur et à mesure que grandissait cette génération éduquée.

« L'impact de cet établissement dépasse la zone de Balbala, tout simplement parce que c'est le plus excentré de la ville de Djibouti. Il donne leur chance à des enfants d'une population vraiment démunie, qui n'ont pas d'autre appui et qui doivent réussir dans la vie », déclare M. Dirir, en se demandant ce que les jeunes du quartier seraient devenus sans le lycée. Djibouti a fait appel aux bailleurs de fonds internationaux pour l'accompagner dans ce développement et l'AFD s'est engagée depuis 2002 dans l'appui à l'éducation fondamentale. Avec la construction du lycée de PK12, du matériel scolaire et bureaucratique a été fourni à différentes écoles, et de nombreux professeurs de maths et de français ainsi que des inspecteurs du secondaire ont été formés jusqu'en 2011. Autour de l'établissement s'est créé tout un tissu économique de petits commerces et les logements sociaux viennent rapidement occuper l'espace de la colline, stimulant la croissance de Djibouti.



Balbala et le détenteur de l'or

Abdo Hassan Ourde, président de NADIF



La brouette, l'âne puis le Bajaj. Le parcours d'Abdo Hassan Ourde, chef d'équipe sur les chantiers de construction devenu collecteur de déchets, est atypique. Le 7 mai 2006, lassé de la hiérarchie d'entreprise, il décide de devenir son propre patron. A 31 ans et grâce aux 10 000 FDJ prêtés par sa femme, il se met à récupérer les déchets de Balbala. Avec un seul client et des frais de transport quotidien, il ne fait que 1000 FDJ de bénéfice les premiers mois mais le premier pré-collecteur de la zone est tout de même rejoint très vite par de nombreuses autres petites mains.

En parallèle, l'AFD a commencé en 2012 à accompagner le gouvernement dans sa politique de développement social avec une subvention à la structuration du secteur des déchets solides dans le quartier. L'Agence Djiboutienne de Développement Social (ADDS), s'est alors mise en quête d'une personnalité phare pour guider le projet et le choix s'est arrêté sans surprise sur Dahableh, le détenteur de l'or (en Somali). *« Les gens m'appellent comme ça car, quand je vais collecter, je ne dis pas déchet, je leur dis : "Donnez-moi de l'or". Je dis que c'est de l'or car, d'où est-ce que ça vient ? Ces produits ont été achetés dans une boutique ou un supermarché. Rien n'est gratuit »,* affirme-t-il avec détermination, une chemise à petits carreaux bleue sérieusement ajustée sur ses épaules.

Quand il a commencé, il n'existait qu'un immense site de dépôt de déchets à ciel ouvert à Balbala. Les 275 000 habitants devaient amener eux-mêmes leurs ordures pour que l'Office de la Voirie de Djibouti (OVD) vienne ensuite les récupérer par camion. De nombreux incendies se déclaraient sur le site. Pour y remédier, le projet a construit sept points de regroupement disposant de deux réservoirs en dur de 15 tonnes et employant deux gardiens à temps plein. Un camion de ramassage et son garage ont aussi été mis au service de l'OVD.

Pour les remplir, l'association NADIF, ("propre" en Somali) a été constituée en 2018 sous la présidence d'Abdo Hassan et ses membres ont reçu des formations à l'hygiène, à la gestion d'une activité économique indépendante et à la conduite ainsi que 20 tricycles et 20 chariots de ramassage en 2019 et en 2022. *« Avant, on était des chauffeurs d'ânes et de brouettes, maintenant avec les tricycles, on est devenu des cascadeurs parce qu'on travaille dans les bidonvilles, là où le camion de l'OVD ne peut pas rentrer »,* décrit l'homme énergique à la barbe poivre et sel. L'association regroupe aujourd'hui 46 pré-collecteurs dont la plupart étaient au chômage auparavant. Ce travail salarié auprès de l'ADDS leur permet de payer les frais de transport, de santé et de soutien scolaire de leurs enfants, entre autres.



Un pays toujours plus connecté

Mohamed Assoweh Bouh, directeur général de Djibouti Telecom



Djibouti, à la pointe de la Corne de l'Afrique, a l'ambition de devenir une plateforme d'échanges digitaux régionale et d'aiguiller le trafic en bande passante entre l'Asie, l'Europe et l'Afrique. Cette position est déjà bien ancrée avec neuf câbles sous-marins qui atterrissent dans la ville et deux câbles terrestres vers l'Éthiopie et la Somalie. Le pays arrive juste derrière l'Égypte et l'Afrique du Sud sur le continent grâce à sa capacité de réception et de transmission jusqu'à 2,5 téraoctets par seconde (Tb/s). Mais cela n'a pas toujours été le cas et en 2009, quand le gouvernement entreprend la négociation de prêts avec l'AFD, il ne dispose que de deux câbles et d'une capacité limitée. Le soutien de l'agence permet d'en raccorder trois autres d'importance, en 2011 et 2017, et d'augmenter les revenus générés pour le pays de 220% entre 2014 et 2023.

Mohamed Assoweh Bouh, Directeur général de Djibouti Telecom, était à la manœuvre en 2014 pour discuter de l'installation des câbles Asia-Africa-Europe-1 (AAE1) et South-East-Asia-Middle-East-Western Europe 5 (SEA-ME-WE 5). « C'était un projet tellement crucial pour notre pays que nos équipes ont travaillé durant la fête sacrée de l'Eid. A 09h30, les équipes juridique, financière et technique étaient mobilisées pour finaliser la convention de prêt pour le financement des câbles sous-marins ».

Le développement numérique du pays est alors enclenché ; un centre de stockage de données est construit en 2013, la 3G est déployée la même année, la 4G en 2018. « L'arrivée des nouveaux câbles sous-marins nous a permis de consolider notre position de Hub régional. Djibouti a vu une augmentation substantielle de ses capacités en bande passante. Ces grandes capacités ont joué un rôle important durant la pandémie du Covid-19, favorisant le télé-enseignement et le télétravail et par conséquent renforçant la résilience du pays », explique Mohamed Assoweh Bouh.

La stratégie est simple : investir dans la connectivité internationale pour s'assurer des parts de marché régionales et donc des revenus substantiels, afin de développer les infrastructures nationales. « Le fait d'avoir investi dans les câbles sous-marins et acquis une grande capacité en bande passante internationale permet aux Djiboutiens de bénéficier d'une connexion fluide et sécurisée. Le débit moyen sur les téléphones mobiles est supérieur à 20 mégabits/s, ça veut dire que chaque usager peut regarder un film ou un match de foot sans interruption », affirme le DG. Djibouti Telecom entend aussi contribuer au développement de l'écosystème numérique du pays et favoriser l'inclusion financière par le numérique grâce à sa plateforme de services financiers numériques, D-Money, lancée en 2020.



A Douda, l'eau traitée et ses nombreux effets

Egal Meraneh Awaleh, directeur d'exploitation de l'assainissement pour l'ONEAD



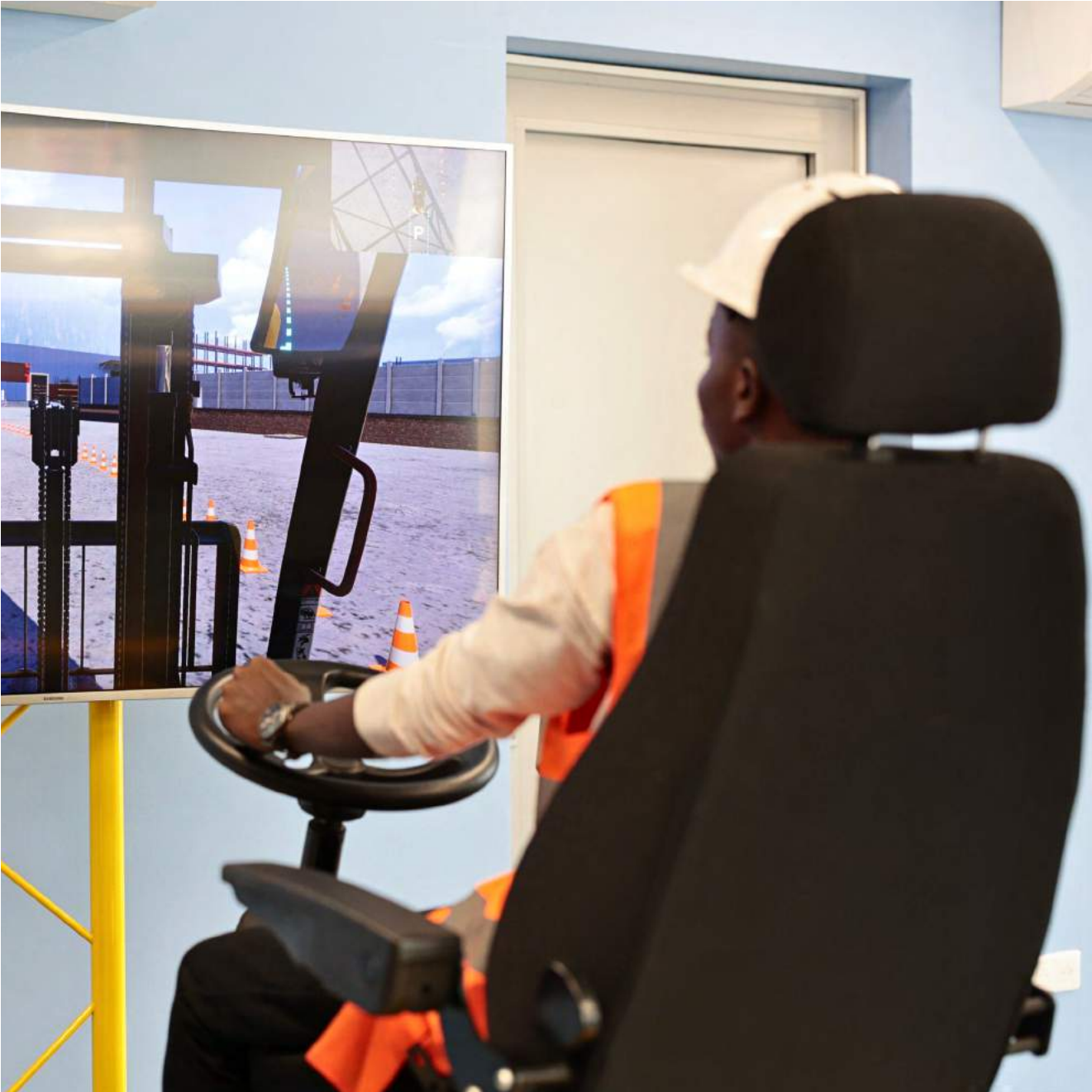
Pour qui habite dans la zone d'activité de Douda, à seulement 15 kilomètres du centre-ville de Djibouti, il ne lui aura pas échappé le récent tumulte de grues et de tractopelles. À quelques mètres seulement de la première station d'épuration (STEP1), une usine jumelle est en train de voir le jour sous la main d'œuvre de Vinci. La STEP2 aura également une capacité de traitement de 40 000 équivalent-habitant et viendra, entre autres, prendre le relai de la STEP1 pendant sa réhabilitation. Par ailleurs, le projet d'extension et de renforcement du réseau d'assainissement de Djibouti, subventionné par l'AFD et l'Union européenne, vise à accompagner le pays dans son objectif 'zéro rejet d'eaux usées dans la mer d'ici à 2035'. Les quartiers de Q5, Q6, Q7, Q7 bis et Cité Stade verront leur raccordement aux nouveaux collecteurs d'assainissement d'ici la mi-2026.

Le projet vise à améliorer de manière significative la qualité de vie des habitants, qui ne sont aujourd'hui pas ou peu connectés à un réseau collectif - la couverture nationale en assainissement collectif était évaluée à 35% en 2023. Les effluents se déversaient alors directement dans la mer, et débordaient à chaque forte pluie. L'eau stagnait dans les quartiers et favorisait les maladies hydriques ainsi que la prolifération des moustiques. Egal Meraneh Awaleh, le directeur d'exploitation de l'assainissement pour

l'ONEAD, a grandi dans le quartier populaire d'Engueila avant que la STEP1 n'ouvre en 2014. Il se souvient : *« Là où j'étais on appelait ça la "rue de l'eau", car le réseau d'assainissement débordait quasiment tous les jours. Enfant, on jouait dans ces eaux stagnantes lorsqu'il pleuvait et qu'elles devenaient vertes. Les parents ne se doutaient pas des risques. »* Au terme du projet STEP2, la capacité de traitement de Djibouti atteindra 80 000 équivalent-habitant.

Conséquence positive inattendue : le développement d'une économie agricole aux environs du site. Alors que Douda était une zone désertique il y a encore quelques années, les 3 250 m³ d'eaux usées traitées quotidiennement ont permis au sol de se mettre à produire. Melons, tomates, concombres, citrons ou grenades, ce sont 50 familles d'agriculteurs qui utilisent gratuitement la ressource distribuée par le ministère de l'Agriculture, avant de vendre leur production en ville. *« Tout le monde n'a pas pu bénéficier du projet, reconnaît M. Awaleh, mais maintenant ils attendent à bras ouverts la finition de la STEP 2 pour se mettre à cultiver. »* L'eau répond à des normes de qualité élevées et bientôt, ce seront une cinquantaine d'agriculteurs supplémentaires qui viendront animer les alentours des stations d'épuration.





Former pour employer : les métiers portuaires en plein essor

Nadira Abdillahi Barreh, ancienne étudiante du CRC



C'est en surfant sur les réseaux sociaux que Nadira Abdillahi Barreh est tombée sur l'affiche du Centre de Ressources et de Compétences (CRC). Un post sur la page du Ministère de la Femme et de la Famille présentant les apprentissages en logistique portuaire et c'est décidé, elle s'enrôle pour devenir déclarante aux douanes. « *Je ne pensais pas que je pourrai y accéder. J'espérais avoir cette chance mais nous étions beaucoup de candidates, 500 femmes en tout* », dit-elle d'une voix douce, un voile noir sobre tombant sur ses épaules. À 28 ans, la jeune femme ne trouvait pas de travail depuis l'obtention de son bac professionnel il y a sept ans, et ce malgré plusieurs initiatives personnelles de formations en entrepreneuriat et en anglais. Comme Nadira, le CRC a formé près de 3000 jeunes de Djibouti depuis 2018, dans le cadre de Transform, le projet de formation professionnelle financé par l'Union européenne et dont la gestion a été confiée à l'AFD, axé sur les métiers du transport et de la logistique portuaire à Djibouti.

Pour accueillir le nouveau CRC, un bâtiment aux lignes modernes épurées et de béton gris esthétique, a vu le jour fin 2023 sur les collines surplombant Balbala et propose des parkings pour l'entraînement aux métiers routiers, un entrepôt pour les exercices de caristes et des simulateurs d'engins portuaires dernier cri. L'établissement est dirigé

par une association de différents ministères et acteurs privés. Le cours préféré de Nadira ? Celui sur les types de conteneurs et ce qu'ils transportent. À la suite de son stage de fin d'études chez Silver Transit, la jeune femme au regard timide a été embauchée directement. Elle raconte : « *C'était le dernier jour de mon stage. J'ai demandé ce qu'elle avait pensé de mon travail à ma supérieure et elle est partie voir son chef. Il lui a dit que j'étais embauchée et que je devais ramener mon dossier complet. Je ne m'y attendais pas, j'étais sur le point de partir !* »

Pour la jeune femme, les projets se bousculent grâce à son salaire. Passer son permis de conduire d'abord, mais aussi voyager : en Turquie, à Dubaï, en France et surtout, faire le pèlerinage à la Mecque. Les apprentis du CRC ont été accueillis les bras ouverts par les entreprises du secteur, en besoin urgent d'une professionnalisation de leur main-d'œuvre, à tel point que le port à conteneurs a récemment indiqué aux agences d'intérim de les employer en priorité. La qualité des formations est reconnue et commence à être connue au-delà des frontières puisque le centre a déjà accueilli des stagiaires du Cameroun et prévoit d'autres cohortes depuis les ports de la région, intéressés par exemple par la spécialisation d'opérateurs de portiques.



Un nouveau hub de recherche universitaire

Dr. Madina Daher, secrétaire générale de l'Université de Djibouti



Actrice de la première heure, le parcours du Dr Madina Daher reflète le développement de l'université djiboutienne. Elle qui a reçu son baccalauréat à une époque où l'enseignement supérieur n'existait pas dans le pays – poursuivant donc son éducation en France –, elle est devenue professeure puis secrétaire générale de l'Université de Djibouti (UD) à partir de 2012. « *Pendant quelque temps on a enseigné en tant que chargés de TD au Pôle universitaire, en faisant notre thèse de doctorat à côté. Une fois qu'on a eu une masse critique suffisante d'enseignants-docteurs djiboutiens, on a basculé en université de plein exercice à partir de 2006. Je fais partie de l'aventure depuis le début* », dit-elle en souriant. Aujourd'hui cinquantenaire, la mathématicienne dynamique participe à une nouvelle étape de l'université : la professionnalisation des formations, au-delà des filières professionnelles classiques, et l'accompagnement des étudiants vers l'entrepreneuriat.

Les effectifs de l'UD ont suivi le développement démographique et sont passés de 1700 étudiants à 11 500 entre 2006 et 2024, mais le marché de l'emploi absorbe difficilement ces nouveaux diplômés. Dans ce contexte, l'AFD appuie le gouvernement depuis juin 2020 à travers un projet en subvention pour l'amélioration de la qualité et la professionnalisation de l'offre d'enseignement supérieur de l'UD. Les autres bénéficiaires de ce financement sont le Centre d'Etudes et de Recherche de Djibouti (CERD) et l'Institut Supérieur des Sciences de la Santé (ISSS). L'UD a pu réaliser la refonte de plusieurs programmes de formations pilotes grâce au soutien du réseau d'universités françaises FIGURE : une trentaine d'enseignants ont été formés à des nouveaux référentiels de formation centrés sur

la professionnalisation et les équipes des centres de l'UD en charge de l'appui à la pédagogie et de la formation continue ont bénéficié d'un accompagnement adapté à leurs besoins.

Sur le plan de la recherche, plusieurs projets ont pu être financés et les quatre centres de recherche de l'UD, ainsi que son école doctorale, sont accompagnés dans le travail de restructuration de la recherche qu'ils ont entrepris. L'organisme public français Hcéres a évalué et délivré une accréditation pour quatre programmes de formation en mars 2022, certifiant la qualité des enseignements des filières concernées d'une part et leur assurant une crédibilité internationale dans le but d'attirer des étudiants étrangers d'autre part.

Mais le clou du spectacle reste encore à venir avec la construction et l'équipement au sein du campus de l'UD d'un Centre d'Excellence pour l'Innovation et la Technologie (CEIT) d'ici 2025. « *Il existe déjà des incubateurs à Djibouti mais la différence du CEIT, c'est la valeur ajoutée de la recherche et le vivier d'enseignants-chercheurs qui mettront leur expertise au service des projets innovants et à la formation des usagers. Le centre leur permettra de confronter leur projet avec ce qui existe et d'être soutenu par des formations ciblées et des activités de recherche en lien avec leurs thématiques.* » Qu'ils soient diplômés ou pas, les jeunes porteurs de projets pourront expérimenter leurs idées et mettre sur pied des entreprises innovantes, tout en bénéficiant de l'accompagnement de l'UD. Madina Daher salue le côté innovant du projet qui permet de financer plusieurs chantiers de front et de faire réellement avancer l'université.

Pour un monde en commun

Le groupe AFD finance, accompagne et accélère les transitions nécessaires pour un monde plus juste et résilient. Il contribue ainsi à mettre en œuvre la politique de la France en matière de développement durable et de solidarité internationale. C'est avec et pour les populations que nous construisons en lien avec nos partenaires des solutions partagées dans plus de 160 pays, ainsi que dans 11 départements et territoires ultramarins français.

Notre objectif ? Concilier développement économique et préservation des biens communs : le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nos équipes sont engagées dans plus de 3 600 projets sur le terrain, contribuant ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.

